

**Assemblée générale**

Distr. générale
14 janvier 2014
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa soixante-septième session,
26-30 août 2013**

N° 32/2013 (Arabie saoudite)

Communication adressée au Gouvernement le 27 juin 2013

Concernant: Khaled Al-Omeir

Le Gouvernement n'a pas répondu à la communication dans le délai de soixante jours.

L'État n'est pas partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010. Conformément à ses méthodes de travail (A/HRC/16/47, annexe, et Corr.1), le Groupe de travail a transmis la communication au Gouvernement.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de liberté garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);



c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. L'affaire est résumée ci-après telle qu'elle a été rapportée au Groupe de travail sur la détention arbitraire:

4. M. Khaled Al-Omeir (ci-après M. Al-Omeir), né en 1970, est de nationalité saoudienne et réside dans le quartier d'Hay Al Badr, à Riyad, en Arabie saoudite. Il est marié et père de trois enfants. Membre du mouvement réformiste, c'est aussi un défenseur des droits de l'homme.

5. Le 1^{er} janvier 2009, vers midi, M. Al-Omeir a été arrêté par les services de renseignements saoudiens (Al Mabathith) à Riyad, suite à une manifestation, apparemment pacifique, organisée le même jour par un certain nombre de défenseurs de droits de l'homme pour protester contre les bombardements de civils à Gaza opérés par Israël en décembre 2008. On ignore si un mandat d'arrêt lui a été présenté. Il a ensuite été placé en détention à la prison d'Al Hayr, où il se trouve encore aujourd'hui.

6. D'après la source, la privation de liberté de M. Al-Omeir résulte directement de son exercice du droit à la liberté d'expression et du droit de réunion pacifique, consacrés par les articles 19 et 20 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. La source indique que M. Al-Omeir avait publiquement appelé à une réforme institutionnelle en Arabie saoudite et avait fait connaître son opinion sur Internet et dans différents médias. Il avait communiqué à des organisations non gouvernementales internationales des informations sur des violations des droits de l'homme, en particulier sur la torture dans les prisons saoudiennes.

7. La source fait valoir que M. Al-Omeir avait déjà été arrêté, le 25 avril 2005, à la suite d'un entretien qu'il avait accordé à la chaîne télévisée Al Jazeera au cours duquel il avait exprimé son point de vue sur la situation politique dans la région. Il avait alors été détenu à la prison d'Al Aicha pendant six mois, où il aurait subi des mauvais traitements. M. Al-Omeir avait été libéré ultérieurement sans qu'aucune procédure judiciaire n'ait jamais été engagée.

8. Le 21 janvier 2009, un appel urgent concernant M. Al-Omeir a été transmis conjointement par le Groupe de travail et par les Rapporteurs spéciaux sur l'indépendance des juges et des avocats, sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, sur la situation des défenseurs des droits de l'homme et sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression.

9. Le 8 septembre 2009, le Gouvernement saoudien a indiqué en réponse à cet appel urgent que M. Al-Omeir avait été placé en détention sous un chef d'inculpation touchant à la sécurité, qui imposait son maintien en détention à des fins d'interrogatoire. Le Gouvernement a affirmé que les instances judiciaires seraient saisies de son dossier et qu'il continuerait à être traité conformément aux règles judiciaires de l'Arabie saoudite, qui respectaient le droit international des droits de l'homme.

10. La source estime que la détention de M. Al-Omeir est arbitraire car sa détention est sans fondement légal. Elle signale que, contrairement à ce que prévoient les articles 35 et 114 de la loi de procédure pénale (décret royal n° M/39), M. Al-Omeir n'a pas été officiellement informé des charges pesant contre lui et a été maintenu en détention provisoire pendant deux ans et quatre mois (de janvier 2009 à mai 2011) avant d'être déféré devant un juge.

11. Le 15 mai 2011, le cas de M. Al-Omeir a été entendu par le Tribunal pénal spécial de Riyad. Il a été déclaré coupable de «rassemblement illégal» et de «publication d'informations sur Internet» et condamné à huit années d'emprisonnement sans possibilité de recours.

12. Selon la source, contrairement à ce que prévoient les articles 9 et 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'article 4 du décret royal n° M/39, M. Al-Omeir a été privé de son droit à un procès équitable étant donné que: il n'a pas pu exercer son droit d'avoir accès à un avocat; son procès n'était pas ouvert au public; il n'a pas eu la possibilité de faire appel de sa condamnation; le Tribunal pénal spécial de Riyad est directement placé sous le contrôle du Ministère de l'intérieur; et les accusations portées contre M. Al-Omeir ne justifient pas que l'affaire soit portée devant un tribunal spécial.

13. Pour toutes ces raisons, la source estime que la détention de M. Al-Omeir est arbitraire et relève des catégories I, II et III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

Réponse du Gouvernement

14. Le Groupe de travail a transmis les allégations formulées par la source au Gouvernement le 27 juin 2013 en lui demandant de communiquer des renseignements quant à la situation de M. Al-Omeir. Il regrette que le Gouvernement n'ait pas répondu à cette communication.

15. Il est à noter à cet égard que M. Al-Omeir fait l'objet d'un appel urgent adressé au Gouvernement saoudien le 19 janvier 2009 par le Président-Rapporteur du Groupe de travail sur la détention arbitraire, le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, la Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats et le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

16. Le Gouvernement a répondu à cet appel urgent le 8 septembre 2009 en déclarant: «Les autorités compétentes du Royaume d'Arabie saoudite ont indiqué que l'intéressé avait été placé en détention sous un chef d'inculpation touchant à la sécurité, qui imposait son maintien en détention à des fins d'interrogatoire. Les instances judiciaires seront appelées à statuer quant aux mesures légales à prendre contre lui. Tout au long de sa détention, il a été traité conformément aux règles judiciaires de l'Arabie saoudite, découlant de la charia islamique et dans le cadre desquelles les droits de l'homme et les conventions et pactes internationaux applicables en la matière sont respectés.».

Délibération

17. Bien que la réponse ci-dessus ait été reçue à l'appel urgent concernant la détention de M. Al-Omeir, ce dernier est toujours en détention deux années plus tard. En l'absence de réponse du Gouvernement et en s'appuyant sur ses méthodes de travail, le Groupe de travail est à même de rendre un avis à la lumière des informations qui lui ont été communiquées.

18. Le Groupe de travail considère que, lorsque le Gouvernement choisit de ne pas réfuter les allégations, il accepte les informations communiquées par la source comme étant fiables.

19. Le Groupe de travail a été saisi d'un nombre significatif de cas d'arrestation et de détention de manifestants, de militants et défenseurs des droits de l'homme et de personnes appelant à une réforme du système gouvernemental saoudien et a déjà rendu des avis sur les affaires en question. Ces arrestations et détentions surviennent en réaction à la contestation d'un incident donné (comme dans le cas d'espèce, puisque M. Al-Omeir participait à une manifestation pacifique contre la mort d'habitants de Gaza sous les bombardements israéliens), en représailles contre une personne connue pour appeler à une réforme ou pour être un militant ou un défenseur des droits de l'homme (comme dans les avis n^{os} 36/2008 et 10/2011).

20. Le Groupe de travail a déjà rendu par le passé des avis concernant de nombreuses affaires dans lesquelles tous les éléments du droit à un procès équitable n'avaient pas été respectés et où avaient été constatées notamment de longues périodes de détention au secret et de détention provisoire et l'absence à la fois de mandat d'arrêt, de contact avec un avocat et de possibilité de former un recours contre la condamnation (voir, par exemple, les avis n^{os} 2/2011, 17/2011, 18/2011, 19/2011 et 31/2011).

21. L'affaire dont est saisi le Groupe de travail fait apparaître un certain nombre de violations des instruments des droits de l'homme et du droit saoudien. Ainsi, l'intéressé a été arrêté et placé en détention sans mandat d'arrêt et il n'a de fait été informé qu'a posteriori des motifs de son arrestation et de sa détention.

22. Conformément à l'article 36 de la Loi fondamentale saoudienne, «[l']État garantit la sécurité du citoyen et de toute personne qui réside sur le territoire national. Nul ne peut être arrêté ou détenu ou voir sa liberté d'action restreinte, sauf dans les cas prévus par la loi». De plus, l'article 35 de la loi de procédure pénale (décret royal n^o M/39) dispose que «nul ne sera arrêté ou détenu si ce n'est sur décision de l'autorité compétente». Cet article précise aussi que «(...) en pareil cas, l'intéressé sera aussi informé des motifs de son placement en détention (...)». L'article 2 de la loi de procédure pénale énonce que «la durée de détention sera celle ordonnée par l'autorité compétente». M. Al-Omeir n'a pas bénéficié de ces dispositions du droit interne.

23. Le droit saoudien prévoit qu'après l'arrestation et le placement en détention, la détention provisoire est limitée au strict minimum. L'article 114 de la loi de procédure pénale dispose ainsi que si l'accusé doit être placé en détention provisoire, celle-ci doit être d'une durée maximale de cinq jours, renouvelable jusqu'à une durée totale de six mois. La détention provisoire de M. Al-Omeir dépasse largement ce cadre puisqu'elle dure depuis deux années et quatre mois (de janvier 2009 à mai 2011).

24. Le droit à un procès équitable, rapide et impartial et le droit d'avoir accès à un avocat font partie intégrante des garanties de procédure régulière prévues aux articles 9 et 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. M. Al-Omeir en a été privé et n'a pas eu la possibilité de former un recours en *habeas corpus*. Il n'a de fait pas eu le droit de se défendre.

25. M. Al-Omeir a été condamné à huit années d'emprisonnement par un tribunal spécial, sans possibilité de s'adresser à une juridiction supérieure pour contester les charges pesant contre lui après qu'il eût exercé sa liberté d'expression et son droit de réunion pacifique, pourtant garantis par les articles 19 et 20 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

26. Le Groupe de travail relève avec préoccupation qu'un ensemble d'arrestations et de placements en détention arbitraires se fait jour en Arabie saoudite, de même qu'une absence de réponse de la part des autorités, qui ne saisissent pas l'opportunité de répondre aux allégations avancées par les sources dans les affaires présentées au Groupe de travail. À titre d'exemple, le Groupe renvoie à ses avis n^{os} 22/2008, 36/2008, 37/2008, 21/2009; 2/2011, 10/2011, 17/2011, 18/2011, 19/2011, 31/2011, 8/2012 et 22/2012. Il est donc à noter que le Groupe considère que le cas à l'examen est un sujet de vive préoccupation dans la mesure où les droits de l'homme les plus fondamentaux ne sont pas respectés.

Avis et recommandations

27. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant:

- La détention de M. Al-Omeir est arbitraire en ce qu'elle est sans fondement juridique et contraire aux articles 8, 9, 10, 19 et 20 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et relève des catégories I, II et III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail;
- Le Groupe de travail demande au Gouvernement saoudien de faire libérer immédiatement M. Al-Omeir et de rendre sa situation compatible avec les dispositions des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme;
- En conséquence de l'avis rendu et au vu des répercussions de cette arrestation et de cette détention illicites, M. Al-Omeir devrait se voir accorder une réparation appropriée;
- Le Groupe de travail rappelle au Gouvernement que, suivant les recommandations formulées par le Conseil des droits de l'homme¹, les mesures et législations nationales de lutte antiterroriste doivent satisfaire à toutes les obligations découlant du droit international, en particulier du droit international des droits de l'homme;
- Le Groupe de travail rappelle en outre la résolution 15/18² du Conseil des droits de l'homme, qui prie tous les États de coopérer avec le Groupe de travail et les invite à envisager sérieusement de répondre favorablement à ses demandes de visite, de sorte qu'il puisse s'acquitter plus efficacement encore de son mandat;
- Le Groupe de travail encourage le Gouvernement saoudien à ratifier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

[Adopté le 30 août 2013]

¹ Résolution 7/7 du Conseil des droits de l'homme.

² Par. 3, 4 a) et 9.